



Connexion directe

Fédération des syndicats CNT de la Poste, du Courrier, des Colis, des Télécommunications et de la Téléphonie. 18 avenue de Sierre 07200 Aubenas.

Tél/Répondeur : 0557892172.

Courriel : fede.ptt@cnt-f.org

Spécial **CENTRES D'APPELS**. 1er Septembre 2012. Numéro 3

CONTRE LES MILLIERS DE SUPPRESSION D'EMPLOIS DANS LES CENTRES D'APPELS ET LA FILIERE TELECOMS: S'ORGANISER, SE COORDONNER, LUTTER.

Les gouvernements changent mais la logique des règles économiques du système continuent de s'appliquer : alors que le nombre de salariés-ées sans travail ne cesse d'augmenter comme celui des travailleurs-ses en situation de précarité, tous les secteurs de l'économie sont concernés par des « plans de restructuration », terme des « experts » qui signifie réduction des effectifs, suppressions d'emplois, flexibilité accrue. Et pour les actionnaires maintien voire hausse des dividendes et des stocks-options.

Notre filière des Télécommunications est particulièrement frappée au motif que l'arrivée de Free sur le marché contraint à une baisse tarifaire qu'il faut compenser par la liquidation de milliers d'emplois. **La véritable raison** est le souci de préserver les profits car le chiffre d'affaires des uns et des autres comme le niveau des sommes perçues par les actionnaires demeurent confortable, ceci au niveau de toute la filière. Le SP2C, syndicat patronal des centres d'appels, évoque une suppression massive d'emplois qui oscillerait entre **5000 et 10000 postes**, chiffre proche de l'estimation fournie par l'ARCEP, organisme de régulation de la concurrence.. Force Ouvrière parle d'une fourchette allant de **15 à 30000 emplois**.

Partout, au nom du profit, l'emploi est sacrifié.

A Téléperformance France. Cette entreprise sous-traitant en particulier pour SFR et Orange est **dans l'œil du cyclone**. La fermeture du site de Guyancourt dans les Yvelines est actée, des menaces pèsent sur celui de Bordeaux. **7 sites de TPF sur 14 travaillent pour SFR** qui a annoncé un plan de départs volontaires pour les mois à venir. Et ce n'est pas un recrutement sur le site « Le bon coin » de quelques télé-opérateurs pour l'activité de RECOUVREMENT de créances sous-traitée par Bouygues à TPF/Paris qui nous fera croire que tout va bien. La dernière fois que le groupe TPF a vu croître son activité sur ce plan c'était en Grèce !!



LES NOUVEAUX MAGIENS ET LEUR
COUP DE BAGUETTE MAGIQUE :
TÉLÉPORTATION INSTANTANÉE
DE TON POSTE DE TRAVAIL VERS
T'Y TRÈS, TRÈS LOIN - LÀ-BAS.

CONFEDERATION



NATIONALE DU TRAVAIL

A B2S. Ce prestataire de SFR et Virgin Mobil, situé à Roanne dans la Haute-Loire, qui regroupe **273 salariés**-voit son existence menacée.

A The Phone House. Des menaces se précisent chez les distributeurs.

A Bouygues Télécom. Début Juillet 2012 la suppression est estimée à **556** postes sur un effectif de 9800 personnes, près de **6%** des salarié/es et un **autre plan de départs** est prévu en fin d'année 2012. **Préparer l'offensive sociale contre les suppressions d'emplois dans la filière.**

Face à cette agression sociale nous n'avons rien à attendre des plans sociaux de reclassement qui aboutissent généralement à la case «pôle emploi», ni des promesses de tel ou tel ministère qui n'ont jamais entravé les lois économiques inspirées par la seule recherche du profit. Nous ne pouvons compter que sur nos propres forces, celles de la lutte collective. Nous devons montrer que nous ne sommes pas des kleenex que l'on jette selon les besoins des actionnaires, que l'on déplace sans souci de la personne humaine. **Nous avons peu mais nous avons encore notre dignité.**

Aussi devons nous agir pour une coordination des sites impactés par ces mesures, pour lancer des initiatives unitaires dès Septembre. Dans ce combat la Fédération des syndicats CNT –PTT, Activités Postales, du Courrier, des Télécommunications et de la Téléphonie, mettra son réseau au service de cette lutte qui implique d'agir également en direction des salariés/ées des donneurs d'ordre, Orange, SFR, Bouygues, Free. Il s'agit de refuser la logique des actionnaires et l'impuissance du pouvoir en affirmant :

**AUCUNE SUPPRESSION
D'EMPLOIS.**

NON AUX LICENCIEMENTS.

**INTEGRATION DES SALARIES-EES DE LA SOUS-TRAITANCE DANS LES
EFFECTIFS DES OPERATEURS DONNEURS D'ORDRE.**

TELEPERFORMANCE France :

**LUTTER CONTRE LA FERMETURE
DU SITE DE GUYANCOURT.**

La direction de TPF a attendu le résultat des élections au Comité d'Entreprise pour saisir le Tribunal d'Instance de Paris afin de faire annuler les résultats des élections au motif qu'il y avait deux listes CGT en concurrence. Il faut noter que cette contestation aurait pu avoir lieu AVANT le scrutin mais la stratégie de TPF lui permet de suspendre l'activité du CE pendant plusieurs mois et cela tombe bien car durant la même période les dirigeants restructurent et programment la disparition du site de Guyancourt..

Téléperformance France qui regroupe aujourd'hui 4500 salariés a fait le pari que les syndicats, trop occupés à préparer les nouvelles élections au CE, ne se mobiliseraient pas sur les restructurations qui passeraient comme une lettre à la Poste un jour sans grève. Nous devons déjouer cette manœuvre et monter que malgré Le contexte nous sommes décidés à **nous mobiliser pour préparer une rentrée sociale offensive** à TPF.

Dans ce contexte la **Fédération CNT des Activités Postales, du Courrier, des Télécommunications et de la Téléphonie** appuiera toutes les actions qui iront dans le sens d'une **lutte coordonnée et solidaire des différents sites**. En effet si nous ne réussissons pas à nous mobiliser tous et toutes ensemble nous serons liquidés site par site selon le bon vouloir de nos dirigeants. De ce point de vue n'hésitez pas à nous communiquer des informations sur les conditions de travail sur votre site, de nous faire toute proposition pour faire circuler l'information entre nous., pour nous faire connaître les actions conduites localement. Ainsi l'ensemble des syndicats présents sur le site de **REIMS** a sorti les bannières soit pour exiger la préservation du dernier site Orange chez TPFrance, soit pour réclamer l'intégration chez Orange ou être formé à la fibre optique et préserver leur niveau de techniciens, car ce sont les derniers avec ceux d'Orléans et les quelques individualités qui ont préservé leur emploi en devenant conseiller client.

**NON A LA FERMETURE DU SITE DE GUYANCOURT.
SOLIDARITE INTER-SITES! NON A LA DIVISION!**

Pour tout contact avec notre section Téléperformance :06-22-82-35-45.

LASER CONTACT : APRES LE RACHAT PAR LE GROUPE ARMARTIS : COMBIEN DE SUPPRESSION D'EMPLOIS DANS LA CORBEILLE DE LA MARIEE ?

Comme dans tous les secteurs d'une économie qui ne connaît que la loi du profit un rachat d'entreprise s'accompagne nécessairement de restructurations, de réorganisations et l'investissement réalisé par **ARMARTIS** doit permettre, le plus vite possible, d'augmenter les dividendes des actionnaires. Dans ce système il n'y a qu'un moyen : faire pression sur les salaires, accroître la productivité en dégradant les conditions de travail, augmenter les objectifs individuels ou collectifs. Ceci alors que les opérateurs téléphoniques donneurs d'ordre renégocient les contrats avec les entreprises sous traitantes pour demander des prestations à un tarif toujours plus bas.

LASER CONTACT dans la ligne de mire. Il devient de plus en plus évident que l'état-major prépare des réductions d'effectifs. Des réunions restreintes, le blocage d'embauche en CDD sur certains sites, des propositions d'emplois à l'étranger témoignent de cette agitation et de l'insécurité qui pèse sur les emplois voire sur la disparition de tel ou tel site.

Résister. Tel est le seul mot d'ordre possible, il n'y a rien en effet à attendre de tables rondes qui regrouperaient les opérateurs, le gouvernement et les patrons de la téléphonie même avec la présence des syndicats. Le ministère du Redressement de l'Appareil Productif est un gadget qui vient de démontrer son inutilité dans le secteur de l'automobile où PSA a confirmé la liquidation de 8000 emplois en France.

Se mobiliser autour d'une plateforme revendicative unitaire. Une solidarité doit exister entre les différents sites de Laser pour exiger qu'il n'y ait **aucune fermeture de site**, ni à Ville-neuve d'Ascq, ni à Roanne, Tours ou Bordeaux, **l'intégration des salariés** au sein des entreprises donneuses d'ordre ou, à défaut, **un salaire identique à celui du personnel de ces groupes ayant la même qualification.**

Pour la défense de l'emploi, solidarité inter-sites !!!

Chez les opérateurs comme chez les sous-traitants : A FONCTION IDENTIQUE, SALAIRE ET GARANTIES IDENTIQUES.

CENTRES D'APPELS : DEVELOPPER LA SOLIDARITE INTERNATIONALE.

Notre Fédération a récemment popularisé la longue grève des salariés de **Call Centers Free à Casablanca au Maroc** car nous considérons que c'est uniquement en suivant cette voie de solidarité internationale que nous pourrions briser les manœuvres de nos employeurs pour nous mettre en concurrence avec nos collègues des pays où les patrons délocalisent. Et nous devons être vigilants car le nouveau pouvoir « de gauche » - qui a jadis privatisé les PTT- parle de relocalisations possibles en indiquant que des efforts seront demandés aux salariés, en clair plus de flexibilité et pressions sur des salaires déjà très bas.

Aussi la bataille à mener doit être commune par-delà les frontières, pour exiger le maintien des emplois et un alignement par le haut des salaires et des conditions de travail . C'est uniquement par cette solidarité de combat que nous ferons cesser le chantage à la mise en concurrence que le patronat et les actionnaires tentent d'introduire dans nos rangs.

A MEME TRAVAIL, MEME SALAIRE.

SOLIDARITE EN CAS DE GREVE.

LUTTER ENSEMBLE OU PERDRE EN RESTANT ISOLE.



DE LA LUTTE SECTORIELLE A L'UNITE INTERPROFESSIONNELLE.

La rentrée sociale 2012 est caractérisée par la multiplication des plans de liquidation des emplois et des vagues de licenciements dans de nombreux secteurs professionnels avec comme symbole la fermeture du **site PSA d'Aulnay sous Bois** en Seine Saint Denis et la suppression de plus de **3000** emplois, rien que sur ce site, mais le groupe frappe aussi en province en particulier à **Rennes**. Sans oublier le sous-traitant Magneto qui est situé dans la même localité et où 318 postes sont menacés. La liquidation programmée de milliers d'emplois ne se limite pas au secteur de la Téléphonie, de l'automobile mais concerne toute l'économie :



le secteur-paramédical avec **Sanofi** qui envisage la suppression de plus de 2000 emplois en particulier sur Toulouse et Montpellier ou les **Laboratoires Fournier** qui prévoit la fermeture de l'usine de Daix en Côte d'Or qui emploie 300 salariés-ées. Parmi les fossoyeurs de l'emploi nous trouvons également **Carrefour, la FNAC, TUI, Doux, Casino**, les banques comme la **BNP, la Société Générale, le Crédit Agricole, Novatrans une filiale de la SNCF, Ansaldobreda à Cannes, sous-traitant ferroviaire de la RATP** qui dénonce le contrat et condamne

la fermeture du site et ses 114 employés, le secteur de la **Presse avec Le Midi Libre à Toulouse, L'indépendant à Perpignan**, et la liste noire est loin d'être close.

Dans ce cadre attendre chacun dans son coin le couperet du licenciement sec ou le miroir aux alouettes de Plan de Sauvegarde de l'Emploi c'est se résigner, capituler sans combattre, abdiquer toute dignité. Aussi **devons nous favoriser toutes les initiatives, coordinations, intersyndicales de lutte** qui iront dans le sens d'un combat interprofessionnel afin de construire un véritable rapport de force face au patronat et à l'Etat. Il s'agit de construire un **FRONT SOCIAL DU REFUS** de la logique de ce système, en se battant sur des revendications claires et unitaires :

Maintien de l'emploi y compris par la reconversion de l'entreprise.

Coordination des entreprises en lutte.

Bulletin de contact ou d'Adhésion :

NOM :

PRENOM :

SOCIETE :

Adresse :

Code Postal :

Ville :

Adresse mail :

A retourner à l'adresse de la Fédération.

Vous pouvez également nous écrire à cette adresse pour recevoir 3 numéros gratuits du COMBAT SYNDICALISTE, mensuel de la CNT.